

KILSTETT Croissance externe TIR Technologies reprend Futuro Industries

Suite à la décision du tribunal de commerce de Chartres, le second fabricant français de volets roulants Futuro Industries, créé en 1999 et placé en redressement judiciaire fin 2014, a été repris par le groupe familial TIR Technologies (188 salariés et 50 intérimaires de mars à septembre) basé à Kilstett. L'acquisition comprend cinq sites de production (deux en Eure-et-Loir et trois en Tarn-et-Garonne), rachetés grâce à une levée de fonds.

Seulement 186 salariés sur un effectif total de 405 ont vu leurs emplois maintenus par le reprenneur bas-rhinois qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 37,5 millions d'euros H.T. Ce rachat lui permet de renforcer son activité volets roulants qu'il avait lancée

en 2009 pour lisser les fluctuations saisonnières des ventes de stores de terrasse et de pergolas, ses deux produits phares. Dirigée depuis trois mois par Florian Bender, la nouvelle entité Futuro Sàrl, dont le siège social reste à Thimert-Gâtelles (Eure-et-Loir), a conservé sa marque éponyme, modernisé son logo, changé la charte de couleur et reconduit les gammes de produits certifiés NF (Norme française) dont elle annonce vouloir augmenter le nombre. Elle prévoit par ailleurs « de resserrer le maillage commercial pour un service plus rapide et efficace auprès de la clientèle ». Ce qui passe, indique le reprenneur dans un communiqué, « par le recrutement d'une douzaine de commerciaux en 2016 ».

MOLSHEIM Industrie aéronautique Une délégation de Nagoya en mode survol

Une délégation d'industriels de la CCI de Nagoya, ville qui concentre à elle seule la moitié de l'industrie aéronautique nipponne, a mené durant trois jours un voyage d'affaires en Alsace.

Après une visite au conseil départemental du Haut-Rhin samedi, le groupe de 24 entrepreneurs de l'aéronautique, avec à leur tête un dirigeant de Mitsubishi, Hideo Egawa, a visité lundi l'usine Messier-Bugatti-Dowty de Molsheim, spécialisée dans les trains d'atterrissage. La visite, organisée par la compagnie aérienne ANA (cliente de MBD) et le Centre européen d'études japonaises d'Alsace (CEEJA), s'est poursuivie par une rencontre avec les industriels alsaciens de l'aéronautique regroupés au sein d'AéroAlsace. Pour Hideo Egawa, dont l'entreprise va commercialiser son premier avion de ligne, le MRJ, d'ici à deux ans, « cette visite vise surtout à faire connaissance afin ensuite de peut-être trouver les moyens de



La délégation japonaise a notamment visité l'usine aéronautique Messier-Bugatti-Dowty de Molsheim, spécialisée dans les trains d'atterrissage.

PHOTO DNA - HERVÉ MICLO

collaborer en s'apportant mutuellement nos expertises et compétences ». On n'en saura pas plus, même s'il semble qu'ANA cherche à développer son activité de transport touristique vers l'Europe et pourrait, dans ce cadre, vouloir renforcer sa collaboration avec l'EuroAirport de Bâle-Mulhouse où elle est déjà présente.

H.M.

RHIN SUPÉRIEUR Ports Le déploiement de la plateforme numérique commune à l'étude

Le projet trinational de plateforme de gestion commune aux neuf ports du Rhin supérieur vient d'entrer dans sa seconde phase : six mois après la mise en place d'une version pilote dénommée RPIS au niveau des sept terminaux à conteneurs de RheinPorts, le regroupement des ports fluviaux de Bâle, Mulhouse et Weil (DNA du 6 août 2015), une étude de faisabilité pour le déploiement du système dans les six autres ports (Colmar/Neuf-Brisach, Strasbourg, Kehl, Karlsruhe, Mannheim et Ludwigshafen) va être menée. Au second semestre 2016, en fonction des résultats de l'étude, l'outil sera progressivement

introduit sur les sites concernés, le cas échéant avec des adaptations locales. La troisième phase de ce projet innovant cofinancé par l'Union européenne démarquera à la même échéance : elle visera à étudier les possibilités d'extension fonctionnelles et géographiques de la plateforme commune.

Interconnectée avec le système d'information développé par EDF et VNF, celle-ci doit contribuer à optimiser la chaîne logistique fluviale en permettant un flux d'information transparent et immédiat entre opérateurs de transport, écluses, terminaux portuaires et services de douanes.

L'AGENDA ÉCONOMIQUE

KEHL-STRASBOURG Permanence de Pôle Emploi à l'Infobest

► **MARDI 15 MARS.** Un conseiller bilingue de Pôle Emploi tiendra une permanence à l'Infobest de Kehl-Strasbourg. En cas de perte d'emploi ou de risque de chômage, les questions d'indemnisation et d'ouverture de droits en France mais aussi de mobilité durant le chômage pourront être abordées au cours d'un entretien individuel.

De 9 h à 12 h à l'Infobest, Rehfusplatz 11 à Kehl. Prise de rendez-vous impérative par téléphone (☎03 88 76 68 98),

par e-mail (kehl-strasbourg@infobest.eu) ou directement sur place.

STRASBOURG Horizon ouvre ses portes

► **SAMEDI 12 MARS.** L'école privée Horizon ouvrira ses portes au public. Horizon prépare aux concours médicaux, paramédicaux, sociaux et éducatifs, aux grandes écoles et à certains diplômes d'État (BTS diététique, BTS services et prestations des secteurs sanitaire et social).

De 9 h à 16 h, 24a rue des Magasins à Strasbourg.

SOCIAL Surendettement

La prévention passe par le Grand Est

Un réseau de Points conseils budget va être déployé en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine à titre expérimental. Objectif : prévenir le surendettement.

Prévenir plutôt que guérir. Appliquant l'adage, le gouvernement veut franchir un pas supplémentaire pour désamorcer les situations d'endettement. Tout comme l'Île-de-France, Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon et Nord-Pas-de-Calais-Picardie, la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine est appelée à expérimenter le dispositif Points conseil budget (PCB).

Le réseau va irriguer administrations et associations relais, d'ici à l'évaluation prévue en décembre. Plan com', donc, pour les émissaires de l'exécutif : « Nous voulons toucher un public plus nombreux, le plus en amont possible, avant que les situations de précarité relèvent de la commission surendettement de la Banque de France », rapporte Ségolène Neuville, secrétaire d'État chargée des Personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Une initiative à replacer dans le cadre du plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, « à travers lequel nous avons redistribué l'an dernier 2,7 Md€ à 2,6 millions de ménages », poursuit Ségolène Neuville.



Ségolène Neuville : « Nous voulons toucher un public plus nombreux, le plus en amont possible ». PHOTOS PASCAL BROCARD

Dettes de la vie courante

Invités pour un tour de table dans les locaux messins de l'association Crésus, une trentaine

de partenaires sociaux et représentants d'administrations ont pris la mesure de ce dispositif labellisé. L'occasion pour Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du Budget au ministère des Finances et des Comptes publics, de brosser le tableau actualisé du surendettement : « Il

est davantage lié aujourd'hui à la difficulté de joindre les deux bouts qu'à un excès de consommation, comme l'atteste la chute des crédits revolving. »

Un constat confirmé par le représentant de la Banque de France : « On se heurte à un endettement structurel. Il s'agit de

personnes qui se retrouvent confrontées à des dettes de la vie courante, comme le paiement du loyer ou des charges de logement. »

La formation des personnels occupera une place centrale, sachant que « l'an dernier, 660 formations ont été mises en place concernant 12 000 personnes en France. »

Toute la difficulté réside dans la nécessité de prévenir à temps les dérapages. « La France est le dernier pays à n'avoir pas instauré de fichier des crédits », se désole un intervenant. Lequel soulève aussitôt cette mise en garde de Christian Eckert : « Attention ! Faut-il une ingérence de l'État dans la vie privée ? » questionne en retour le ministre.

L'ex-prof agrégé de maths, natif d'Algrange, rappelle au passage l'importance du rôle de l'Éducation nationale qui a d'ailleurs intégré ces questions de gestion de budget au programme des lycées : « J'ai pu moi-même constater qu'abordées de manière très concrète, ces problématiques permettent de démythifier l'apprentissage des maths », plaide Eckert en suscitant l'approbation de Martine Pinville. La secrétaire d'État chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Économie sociale et solidaire insiste par ailleurs sur la nécessité de porter à chacun la connaissance de ses droits. En ce domaine aussi une meilleure communication s'impose. ■

XAVIER BROUET.

SCHIRMECK Federal Mogul

« On nous promène »

Après avoir tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises en 2015, des salariés de Federal Mogul ont battu le pavé, hier matin, pour une première action de mécontentement face aux licenciements annoncés et aux menaces pesant sur la pérennité de leur entreprise.

HIER EN FIN DE MATINÉE, ils étaient une quarantaine à défiler depuis leur usine jusqu'au centre-ville de Schirmeck, où se tenait le marché hebdomadaire. Quelques sourires sur les visages, mais le cœur n'y était visiblement plus.

Après avoir débrayé en août dernier, ces salariés de l'équipe du matin ont à nouveau décidé de croiser les bras. En cause, un manque de communication, selon eux, avec leur direction concernant l'avenir jugé plus qu'incertain du site schirmeckois de Federal Mogul. Celui-ci emploie environ 270 personnes et c'est près de la moitié de l'effectif qui serait menacée par des licenciements d'ici à fin 2017, « pour réduire les coûts », expliquent les manifestants. Michel Aubry, délégué CFDT du personnel, s'insurge contre le fait que les salariés « ne savent toujours pas s'ils vont être licenciés ou pas ». L'usine, qui appartient au grou-



Une quarantaine de salariés de Federal Mogul se sont rendus en cortège vers le centre-ville de Schirmeck. PHOTO DNA - JSA

pe américain Federal Mogul corporation, produit des soupapes pour l'industrie automobile et, en plus faible proportion, des pièces pour moteurs diesel « marine ». Paradoxe, en ce moment, « il y a plus de boulot que prévu... », note Michel Aubry, qui pointe l'embellie actuelle sur le marché automobile. Mais les manifestants d'hier n'étaient guère optimistes, regrettant de surcroît un manque de transparence dans le dossier. « On nous avait annoncé la

date du 18 mars pour la tenue d'un comité d'entreprise extraordinaire, ce ne sera pas le 18. On nous promène... », estiment-ils.

Les salariés mécontents se tournent donc, une nouvelle fois, vers les autres acteurs de ce dossier. « L'État, les élus de la vallée de la Bruche, la Région, le Département : nous attendons leur soutien », martèle Michel Aubry. Le délégué CFDT souhaiterait que la direction de l'entreprise « travaille sur le

plan de sauvegarde qu'on a proposé, et pas seulement sur celui de la réduction des effectifs ». En octobre dernier, un rapprochement entre Federal Mogul Powertrain de Schirmeck et Punch Powerglide de Wisches, à quelques kilomètres, avait été évoqué, pour travailler en synergie : option jugée trop onéreuse par l'autre groupe américain qui avait racheté, lui, l'usine wischoise appartenant au préalable à Steelcase. ■

JEAN-STÉPHANE ARNOLD